

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 06/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

KERBIRIO

3 IMPASSE SAINT ELOI
ZI
77220 Gretz-Armainvilliers

Références : E4/23-1622
Code AIOT : 0006501204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/07/2023 dans l'établissement KERBIRIO implanté 3 IMPASSE SAINT ELOI ZI 77220 Gretz-Armainvilliers. L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux.

L'inspection du 03/07/2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KERBIRIO

- 3 IMPASSE SAINT ELOI ZI 77220 Gretz-Armainvilliers
- Code AIOT : 0006501204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site KERBIRIO est implanté dans la zone industrielle de GRETZ ARMAINVILLIERS. Les activités sont réparties dans deux bâtiments (usine n°1 et usine n°2) séparés par des tiers de chaque côté de l'impasse Saint-Eloi.

Fondée en 1965, elle est spécialisée dans le traitement de surface des pièces métalliques, (acier, inox, cuivre, aluminium ou zamak) principalement destinées aux secteurs de l'automobile, de l'aéronautique et de la mécanique.

La principale activité est le zingage (zinc nickel, zinc lamellaire) mais elle réalise aussi :

- des traitements organiques (peinture, laquage, vernissage, émaillage, plastification, cataphorèse)
- la conversion électrolytique (conversion anodique...)
- le nettoyage et la préparation par actions chimiques et électrolytiques
- le nettoyage et la préparation par impact (sablage, microbillage, grenaillage...).

Elle emploie à ce jour 45 salariés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
7	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 6	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Code de l'environnement du 23/06/2021, article R.211-21-1	/	Sans objet
2	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 1	/	Sans objet
3	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 4	/	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a globalement pris en compte les dispositions spécifiques en cas de sécheresse et les met en oeuvre. Un bilan des actions mises en place devra néanmoins être établi.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/06/2021, article R.211-21-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
Constats : La société Kerbirio est autorisée à prélever 62 000 m3/an par forage et 3500 m3/an dans le réseau public. Sur les deux dernières années 2021 et 2022, elle a prélevé environ 49000 m3 dans les eaux souterraines et 2100 m3 sur le réseau public. Conformément aux dispositions de l'article R.211-21-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter ses consommations en eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société KERBIRIO, située sur la commune de Gretz Armainvilliers, doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants pour le bassin de l'YERRES et de la SEINE figurant dans le tableau ci-après: [...] Les modalités d'informations relatives à l'état des rivières par rapport aux seuils fixés ci-dessus relèvent des arrêtés pris par le préfet de département en application des arrêtés généraux pris en cas d'épisode de sécheresse.
Constats : L'exploitant a défini une procédure précisant les dispositions à prendre en cas de dépassement des seuils de sécheresse. Conformément aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral 04 DAI 21C 332 du 25/11/2004, en cas de franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation en eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil de vigilance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil de vigilance, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre .</p> <ul style="list-style-type: none"> • le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; • des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau; • l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral précité du 25/11/2004, en cas de franchissement des seuils de vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - chaque personnel est informé personnellement du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ; - l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants (renforcement de l'autosurveillance du nickel, MES, DCO et fer).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil d'alerte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité, • les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation, • l'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution de l'ordre de 10% des prélèvements d'eau de la valeur autorisée, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité , • les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées; • l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être; • l'exploitant met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visé à l'article 2 • il est interdit de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchets industriels, • l'exploitant signale immédiatement au préfet, à l'inspection des installations classées, à la DDASS, ainsi qu'au directeur régional de l'environnement d'Ile de France, délégué de bassin, tout accident susceptible d' induire une pollution au niveau de prises d'eau potable. <p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral précité du 25/11/2004, en cas de franchissement des seuils d'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaque personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte. - Les consommations en eau autres que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites. Il n'y a pas de pelouse sur le site, ni de lavage des véhicules, ni de lavage à grandes eaux des sols des ateliers. - L'exploitant indique que son procédé de traitement de surface ne permet pas de privilégier des opérations moins consommatrices d'eau. La consommation en eau dépend de la quantité des pièces traitées. L'exploitant indique que les commandes des clients doivent être traitées dans les délais pour ne pas perdre de marchés. L'exploitant indique néanmoins que la fermeture annuelle pendant le mois d'août permet cette réduction de la consommation en eau. - Concernant les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité, l'exploitant indique qu'il est possible de reporter la vidange des bassins à la fin de la période de sécheresse, si cette vidange était initialement prévue pendant cette période. <p><u>Observation:</u> L'exploitant devra formaliser cette disposition dans sa procédure.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être est indiqué dans sa procédure. <p><u>Observation:</u> L'exploitant pourra néanmoins utilement préciser les équipements visés, le type de contrôle et la fréquence.</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visé à l'article 2.

- l'exploitant ne traite pas d'effluent concentré autre que ceux habituellement générés par ses installations et dont la station de traitement physico-chimique est en capacité de traiter.
- L'exploitant a effectivement prévu dans sa procédure de signaler immédiatement tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de la prise d'eau potable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcé, les mesures complémentaires suivantes devront être mises en œuvre:

- le personnel est informé de la situation critique;
- l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à l'article 3, et réduit sa consommation d'eau en conséquence;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.

Constats :

Conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 25/11/2004, en cas de franchissement des seuils d'alerte renforcée :

- le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte renforcée ;

- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant: la station d'épuration physico-chimique permet de stocker les effluents dont la qualité ne respecterait pas les valeurs limites d'émission le temps de procéder au réglage de la station.

Comme indiqué dans le point précédent, l'exploitant n'a pas identifié d'opération moins consommatrice d'eau dans son procédé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Arrêté cadre sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le franchissement des seuils sera constaté par un arrêté préfectoral spécifique qui précisera les bassins versants concernés et les mesures de restriction mises en place qui ont été définies précédemment.
Constats : Lors de la visite d'inspection, l'arrêté n°2023/DDT/SEPR/177 du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction temporaire des usages de l'eau a placé la commune de Gretz-Armainvilliers en alerte renforcée pour le prélèvement autre que dans le réseau d'eau potable et pour les rejets. En séance, l'exploitant est allé sur le site internet Propluvia publiant les arrêtés de restriction des usages de l'eau (le dernier arrêté n'étant toutefois pas encore en ligne), ainsi que le site internet de la Préfecture de Seine-et-Marne (arrêté publié).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'industriel établira après chaque arrêt de situation d'alerte un bilan environnemental des effets des mesures prises en application des articles 2 à 4 ci-dessus. Ce bilan portera un volet quantitatif des réductions des prélèvements d'eau et sera adressé à l'inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un délai de huit jours.
Constats : <u>Non-conformité :</u> Contrairement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 25/11/2004, l'exploitant n'établit pas de document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des articles 2 à 4 après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, comportant un volet quantitatif de la réduction des prélèvements d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2004, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des prélèvements et rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi que de rejets de son établissement dans le milieu. Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ainsi que de diminution des rejets dans le milieu ou les stations d'épuration. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise climatiques et donc limitées dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que ce type de diagnostic des consommations d'eau et de rejets de son établissement a déjà été réalisé, notamment dans le cadre de la campagne RSDE.</p> <p><u>Observation:</u> L'exploitant formalisera et transmettra le diagnostic détaillé des consommations d'eau des processus industriels ou pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...) ainsi que de rejets de son établissement dans le milieu.</p> <p>L'inspection rappelle que ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ainsi que de diminution des rejets dans le milieu. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise climatiques et donc limitées dans le temps.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois